**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTREUIL**

N° 1907173

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Anne Seulin
Juge des référés

Le juge des référés,

Ordonnance du 18 juillet 2019

54-035-01-05

D

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 2 juillet 2019, M. représenté par
Me Christophel, demande au juge des référés :

1°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire ;

2°) d'ordonner au préfet de la Seine-Saint-Denis, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, de lui fixer un rendez-vous pour déposer sa demande de titre de séjour dans un délai de quinze jours sous astreinte de 100 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat le versement de la somme de 1 500 euros en application des dispositions des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Il soutient que :

- la condition d'urgence est remplie dès lors qu'il a tenté à de multiples reprises de se connecter au site internet de la préfecture, sa situation est précaire et l'absence d'autorisation provisoire de séjour compromet l'exécution de son contrat d'apprentissage ;

- la mesure sollicitée est utile dès lors qu'il se trouve dans l'impossibilité de prendre rendez-vous par le biais du site internet de la préfecture et qu'elle ne fait pas obstacle à l'exécution d'une décision administrative.

La requête a été communiquée au préfet de la Seine-Saint-Denis qui n'a pas produit de mémoire en défense.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Seulin, vice-présidente, pour statuer sur les requêtes en référé.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-3 du code de justice administrative :

1. Aux termes de l'article L. 521-3 du code de justice administrative : « *En cas d'urgence et sur simple requête qui sera recevable même en l'absence de décision administrative préalable, le juge des référés peut ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative* ».

2. Lorsque le juge des référés est saisi, sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, aux fins d'enjoindre de prendre toute mesure utile dans un sens déterminé, il doit veiller à ce que cette demande présente un caractère d'urgence et d'utilité, qu'elle ne se heurte à aucune contestation sérieuse et que la mesure demandée ne fasse obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative.

3. La circonstance qu'un demandeur soit en situation irrégulière ne fait pas obstacle à ce qu'il sollicite son admission au séjour et il appartient à l'autorité administrative de permettre à l'étranger de voir son cas examiné dans un délai raisonnable, l'enregistrement d'une demande ne préjugant d'ailleurs pas des suites données à son instruction par les services compétents. A cet égard, la possibilité de déposer personnellement et physiquement un dossier de demande de titre de séjour est subordonnée, par les services préfectoraux, à une prise de rendez-vous en se connectant sur le site internet de la préfecture. Lorsqu'un rendez-vous ne peut être obtenu sur ce site internet, le demandeur n'obtient pas de documents nominatifs établissant ses tentatives. Dans ces conditions, l'absence de possibilité de se connecter à ce site, à défaut de plages horaires suffisantes ouvertes par les services préfectoraux, fait obstacle à toute possibilité de déposer une telle demande de titre.

4. Toutefois, si M. fait état de tentatives de connexion au site internet de la préfecture depuis plusieurs mois, il ne justifie que de 23 captures d'écran datées du 29 avril 2019 au 19 juin 2019, avec seulement deux tentatives pour le mois de juin et aucune durant plus de trois semaines, entre le 27 mai et le 18 juin. Si le requérant se prévaut du courrier recommandé adressé le 26 juin 2019 par son conseil ainsi que de deux courriels émanant de son éducatrice spécialisée en date des 3 avril 2019 et 5 juin 2019 par lesquels ils ont adressé aux services préfectoraux une demande d'admission au séjour et font état d'autres tentatives de connexion et de déplacements infructueux en préfecture, ces courriers, récents et imprécis quant aux autres tentatives effectuées, n'établissent pas que le requérant aurait tenté en vain, de manière suffisamment régulière et répétée et sur une durée suffisamment longue, d'obtenir un tel rendez-vous, de sorte qu'il se serait retrouvé dans l'impossibilité totale de voir sa demande

enregistrée dans un délai raisonnable. Dans ces conditions, M. n'apporte pas suffisamment d'éléments de nature à établir l'utilité de la mesure sollicitée ni l'urgence qu'il y aurait à l'ordonner. Par suite, les conditions requises par l'article L. 521-3 du code de justice administrative ne sont pas remplies.

5. Il résulte de ce qui précède que les conclusions de la requête de M. doivent être rejetées et, par voie de conséquence, ses conclusions à fin d'injonction et d'astreinte ainsi que celles présentées au titre des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, d'admettre M. au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire, en application de l'article 7 de la loi du 10 juillet 1991.

ORDONNE

Article 1^{er} : M. n'est pas admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire.

Article 2 : La requête de M. est rejetée.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à M. et au préfet de la Seine-Saint-Denis.

Fait à Montreuil, le 18 juillet 2019.

Le juge des référés

Signé

A. Seulin

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur, en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.